

« On ne peut pas sacrifier les jeunes et les actifs pour sauver les vieux »

Le démographe Emmanuel Todd fulmine contre les gouvernants qui, d'un quinquennat à l'autre, ont désarmé la France face au risque de pandémie et placé le pays dans un état de vulnérabilité.

IL FAIT PARTIE DE CEUX QUI, sitôt le confinement imposé, ont filé au grand air. Emmanuel Todd aura prochainement 69 ans, ce qui lui donnait une excuse valable pour battre en retraite dans sa chaumière bretonne. Jusque-là, le démographe et anthropologue aux analyses ébouriffantes jugeait peu prudent de commenter la crise du Covid-19. Trop d'inconnues. Après plus d'un mois de blocage de l'Hexagone, l'auteur de l'ouvrage post-gilets jaunes *Les Luttes de classes en France au XXI^e siècle* (Seuil) sort de sa réserve pour dénoncer, dans L'Express, l'incurie française, sur laquelle le coronavirus vient jeter une lumière blafarde. Il existe, selon lui, un risque sérieux d'explosion sociale. Le pessimisme de Todd n'est pas nouveau. Ce qui l'est plus, c'est le nombre croissant d'intellectuels et d'experts qui prédisent, comme lui, des lendemains de cendre.

Le Covid-19 met-il en évidence la « nouvelle lutte des classes » que vous pointez du doigt dans votre dernier essai ?

Emmanuel Todd Il m'est pénible de parler avec la froideur du démographe d'une pandémie qui cause des centaines de milliers de morts à travers le monde. Mais je vais essayer. Dans les premiers temps, on a eu l'impression que la maladie touchait les élites mondialisées. Puis ce fut le tour des vieux. Et ensuite, des pauvres, sur tous les continents. Le Covid-19 va passer la planète au scanner, en montrant les privilèges et les rapports de force. Dans l'Hexagone, par exemple, 60 % des décès ont eu lieu dans le Grand Est et la région parisienne, et 30 % dans les Hauts-de-France, en Auvergne-Rhône-Alpes, Paca et Bourgogne-Franche-Comté. Ces zones dessinent la carte de la France des tempêtes que j'ai décrite dans mon livre, celle qui est bousculée par les crises industrielle ou migratoire, par contraste avec la France « abritée » et plus favorisée de l'Ouest.

Si on élargit à l'international, l'une des premières choses qui m'ont frappé comme anthropologue est l'alignement de la mortalité sur des critères culturels. Au 22 avril, le pays le plus touché par le coronavirus était la Belgique, avec 55 décès pour 100 000 habitants. Venaient ensuite l'Espagne (46), puis l'Italie (42), la France (32) et le Royaume-Uni (27). Tandis que l'Allemagne et l'Autriche en étaient à 6. Si vous ajoutez le faible nombre de décès en Corée et au Japon, on voit se dessiner une ligne de partage entre les cultures

individualistes libérales (mondes anglo-américain ou latin), très frappées par la pandémie, et les pays de tradition autoritaire – Japon, Corée, Vietnam – ou attachés à la discipline – l'Allemagne et l'Autriche.

Vous êtes de ceux qui pensent que les régimes à poigne sont mieux préparés à ce type de cataclysme ?

J'ai beau croire que l'individualisme à tous crins est une erreur, je reste un Occidental qui vit entre la France, l'Angleterre et les Etats-Unis, et qui sait parfaitement que ces pays de tradition libérale sont ceux où le statut de la femme est le plus reconnu et où la liberté d'expression ne sera pas menacée. Les sociétés les plus touchées par ce virus ne sont d'ailleurs pas forcément plus en échec sur le long terme.

De quel point de vue ?

La France, l'Angleterre ou la Suède ont des taux de reproduction démographique raisonnables, contrairement à l'Allemagne et au Japon. Le taux de fécondité tourne autour de 1,8 enfant/femme pour les premières, contre 1,5 pour les deuxièmes. Les naissances sont bien plus déterminantes pour la survie d'un pays que certains décès. Nous devons donc garder le sens des proportions : en ce moment, l'Allemagne enregistre 5 315 décès par Covid-19 ; la France, 21 373. Néanmoins, en 2019, l'Allemagne a eu un déficit de 201 000 naissances par rapport aux décès ; et la France, un excédent de 141 000. Je vous prie d'excuser la sécheresse de mon analyse, mais la vitalité d'une société se mesure par sa capacité à enfanter plutôt que par sa capacité à sauver ses personnes âgées, même si sauver les anciens est un impératif moral.

La décision prise par de nombreux gouvernements de confiner totalement la population était-elle la bonne ?

Etant moi-même dans le « cœur de cible », avec mes presque 69 ans et une santé en rapport, il m'est difficile de vous dire le contraire. Mais tout de même. L'épidémie de sida avait causé 40 000 morts en France de 1982 à 2002, des jeunes adultes surtout. Soit une fois et demie à deux fois plus que le Covid-19, dont on va sans doute mesurer dans quelque temps qu'il touche dans 80 % des cas des gens de plus de 75 ans. Il faut bien admettre que l'impact démographique de la pandémie ne sera pas extrêmement important.

Et donc ?

Maintenant, il faut sortir. On ne peut pas sacrifier la vie des jeunes et des actifs pour sauver les vieux. Dans un premier temps, nous devons confiner parce que les gouvernements qui se sont succédé depuis la présidence de Nicolas Sarkozy nous ont désarmés sur le plan sanitaire. L'exemple de l'Allemagne est terrible : il



Emmanuel Todd.

montre que le Covid-19 n'a pas un taux de mortalité « intrinsèque ». Si une maladie peut tuer 6 000 personnes dans un pays de 82 millions d'habitants et plus de 20 000 dans un autre – le nôtre – de 67 millions, cela veut dire que l'essentiel n'est pas d'ordre épidémique. L'essentiel, en France, c'est la destruction de l'hôpital et la déconnexion avec le réel dont ont fait preuve nos dirigeants. Le sida, la vache folle, le Sras, Ebola avaient pourtant donné l'alerte. Au tournant du troisième millénaire, tout gouvernant se devait d'intégrer le risque épidémiologique comme une donnée permanente. On sait mes critiques envers

citoyens sans appareil industriel. Le problème n'est pas de savoir si on a besoin de plus de Benoît Hamon ou de moins d'Emmanuel Macron, mais de pouvoir à nouveau compter sur des usines, des ouvriers, des ingénieurs. Pour cela, il faut retrouver la capacité de création monétaire, se libérer de la dette par un défaut partiel et de l'euro.

Le Covid-19 signe-t-il la revanche des cols bleus ?

Cette pandémie le prouve : les gens n'ont pas des utilités sociales équivalentes. Les camionneurs, les caissières, les infirmières, les médecins, les enseignants permettent au pays de rester debout, contrairement aux financiers et aux virtuoses du droit. Le débat intellectuel que nous devons avoir aujourd'hui est un très vieux débat, c'est celui qui opposait jadis les libéraux aux marxistes et aux protectionnistes : quel arbitrage opérer entre le travail productif et le travail non productif ?

L'idée du revenu universel revient en force, en France comme en Espagne ou en Grande-Bretagne. Est-ce une piste intéressante ?

Là encore, on est dans les slogans. Le problème, je le répète, c'est la production matérielle. D'un côté, vous avez les pays naïfs qui ont joué pleinement le jeu de la mondialisation ; de l'autre, ceux qui sont encore capables de fabriquer l'équipement dont ils ont besoin (tests, masques, respirateurs) parce qu'ils ont su préserver leur industrie. L'Angleterre ou la France ont sacrifié leur capacité industrielle et leur système de santé, par la faute de la pensée magique du « signe monétaire ». « L'avenir appartient aux manipulateurs de symboles », disait Robert Reich, ministre du Travail de la première administration Clinton, dans les années 1990. Sauf que la manipulation des symboles, contre le Covid-19, ça ne marche pas. Ce qui impressionne la maladie, ce sont les respirateurs et les masques. Le coronavirus est le jugement dernier sur la mondialisation.

Croyez-vous à un « monde d'après » très différent de celui d'avant ?

Nous saurons que le monde a changé quand ceux qui nous ont mis dans ce pétrin seront devant un tribunal – et je ne parle pas d'une simple commission parlementaire. On nous prie de croire que les gens qui ont péché sous les régimes précédents et qui sont toujours là ont fait leur examen de conscience. C'est trop facile ! Il faut en finir avec l'impunité. On doit faire des exemples, avec des peines de prison et des sanctions financières. La société française a besoin de morale, et il n'y a pas de morale sans punition. Ce n'est pas qu'une question de principe. Il existe maintenant un vrai risque d'explosion sociale, parce que les Français savent que leurs dirigeants sont incapables de les protéger. Si l'on accepte encore et toujours un pouvoir qui raconte n'importe quoi grâce à sa maîtrise des moyens de communication et qui s'entête à ne pas régler les problèmes économiques, l'étape suivante ne sera pas une lutte des classes civilisée, mais la guerre civile. *

PROPOS RECUEILLIS PAR CLAIRE CHARTIER



GETTY IMAGES/ISTOCK

« Je vous prie d'excuser la sécheresse de mon analyse, mais la vitalité d'une société se mesure par sa capacité à enfanter plutôt que par sa capacité à sauver ses personnes âgées, même si sauver les anciens est un impératif moral. »

les énarques, et spécialement envers François Hollande et Emmanuel Macron. Mais là, je dois dire que je suis quand même stupéfait de constater dans quel état de vulnérabilité nos hauts fonctionnaires politiques nous ont mis.

La crise a fait évoluer le président, qui parle désormais de « souveraineté » nationale – un mot doux à vos oreilles...

Des copies de l'ENA. De l'enfilage de poncifs contradictoires. Emmanuel Macron dit : souveraineté européenne plus souveraineté nationale, ce qui est un non-sens pratique. J'en déduis que le président de la République est hors de la réalité, idiot ou psychotique. Un gouvernement doit immédiatement régler le problème du déficit de production des biens essentiels. Investir. Planifier la sortie de crise. Nous dire : « Nous avons dégagé X milliards pour construire Y usines. » Le problème, c'est que, comme le montre de façon éclatante la pandémie, nous n'avons plus d'appareil industriel. Aucun système, qu'il soit libéral, social-démocrate ou je ne sais quoi, ne peut assurer la sécurité de ses